Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-Les-mercenaires-encerclent-Haiti>

Haïti Les mercenaires encerclent Haïti

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : lundi 8 mars 2010

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Read in english : [[Mercenaries Circling Haiti](#)]

Tandis que des nouvelles d'évacuation de la capitale à cause des pluies diluviennes nous parviennent, il se prépare à Miami pour le 9 et le 10 mars une foire aux mercenaires, si l'on en croit cet article de couterpunch.

Le 9 et 10 mars, il y aura une conférence sur Haïti à Miami pour que les milices privée et les sociétés de sécurité présentent leurs services aux gouvernements et aux organisations non gouvernementales (ONG) travaillant dans le pays dévasté par un tremblement de terre.

Sur leur site Web pour la conférence de Haïti, le groupe commercial IPOA (ironiquement appelé l'Association d'Opérations de Paix Internationale jusqu'à ce jour) énumère onze sociétés de services de sécurité destinées explicitement à oeuvrer pour Haïti. Bien qu'il soit illégal de vendre ou d'acheter des armes à Haïti, beaucoup de ces sociétés font étalage de leur grande expérience militaire.

Triple Canopy, une société militaire privée a mené de grandes opérations de sécurité en Irak et Israël, elle en fait de la publicité en proposant ses services à Haïti. Selon le militant de droits de l'homme et reporter d'investigation Jeremy Scahill, Triple Canopy a repris le contrat de sécurité Xe/Blackwater en Irak en 2009. Scahill a fait un rapport sur un certain nombre d'incidents sanglants impliquant Triple Canopy y compris celui où un chef d'équipe a dit son groupe, « je veux tuer quelqu'un aujourd'hui ... parce que je suis en vacances demain. »

Une autre société cherchant un job est la Technologie EODT qui promet dans son annonce que son personnel est autorisé pour porter des armes à Haïti. EODT travaille en Afghanistan depuis 2004 et est fournisseur de sécurité pour l'Ambassade canadienne en Afrique du Sud. Sur leur site Web ils promettent une vaste gamme de services de sécurité incluant la protection de force, des services de garde, la sécurité portuaire, la surveillance et counter IED response services.

Un retraité de la C.I.A. un officier d'opérations spécial a fondé une autre société, la Sécurité D'outre-mer et d'Informations Stratégiques, il fait aussi de la publicité avec IPOA pour son activité de sécurité à Haïti. Le site Web de la société explique qu'ils ont « un cadre du personnel US » qui a servi dans les Forces Spéciales, la Force Delta et SEALS et ils déclarent que beaucoup de leur personnel de sécurité appartient à l'ancienne armée sud-africaine et à sa police.

Patrick Elie, l'ancien Ministre de la Défense nationale à Haïti, a dit à Anthony Fenton de l'Inter Press Service que « ces types ressemblent à des vautours venant se surajouter sur le désastre et probablement l'argent qui aurait pu être injecté dans l'économie haïtienne va seulement être rafflé par ces sociétés et je suis sûr que ces sociétés mercenaires ne sont pas les seuls, il y a encore d'autres sociétés comme Haliburton ou d'autres qui viennent toujours sur les talons des troupes. »

Naomi Klein, l'auteur renommé mondialement DE LA DOCTRINE DE CHOC, a critiqué la militarisation comme réponse au tremblement de terre et la présence « de capitalistes du désastre » fondant sur Haïti. La haute priorité mise sur la sécurité par les Etats-Unis et les ONG (les organisations non gouvernementales) est fautive, a-t-elle dit à Newsweek. « L'aide devrait être prioritaire sur la sécurité. N'importe quelle aide d'agence qui fait peur aux Haïtiens devrait être interdite à Haïti. »

La sécurité est une nécessité pour le développement des droits de l'homme. Mais l'externalisation de la sécurité aux contractuels militaires privés n'a pas encore prouvé son intérêt aux Etats-Unis ou dans un autre pays.

Les organisations de droits de l'homme ont longtemps parié sur la croissance des contracteurs privés de sécurité en partie parce que les gouvernements ont échoué à établir des systèmes efficaces transparents et responsable.

C'est un challenge d'avoir un gouvernement responsable. La privatisation d'un service public comme la sécurité transfère la protection gouvernementale aux sociétés privées qui sont aussi difficiles à tenir pour responsable de quoique ce soit. La combinaison est alors doublement difficile à régler.

Les Etats-Unis n'ont presque pas poursuivi en justice les violations des droits de l'homme établies contre des *contracteurs* militaires privés. Amnesty International (Amnistie internationale) a passé en revue le code de conduite adopté par l'IPOA et l'a trouvé non conforme les normes de droits de l'homme internationaux ne sont pas convenablement respectés.

Il y a encore un autre exemple celui de ce monde a fait après le cyclone Katrina. Les forces de sécurité privée, y compris Blackwater, ont aussi fondu sur l'U.S. gulf coast après Katrina en s'emparant de millions de dollars grâce à des contrats.

Les *contracteurs* comme ceux-là absorbent beaucoup d'argent indispensable qui pourrait, s'il n'était pas dépensé pour eux, servir à la création d'emplois ou l'aide humanitaire et à la reconstruction. Haïti certainement n'a pas besoin de cette sorte d'affairisme étasunien .

Non sans ironie à la fin , l'IPOA, en accord l'Institut pour les Études du Sud, promet que tous les bénéfices de l'événement seront reversé comme don au Clinton-Bush- caisse de secours de Haïti.

Bill Quigley est le directeur légal au Centre pour des droits Constitutionnels et un avocat de droits de l'homme depuis longtemps . Cet article a été écrit avec l'aide de Vladimir Laguerre à Port au le Prince.

Traduit par Danielle Bleitrach pour [Changement de société](#).

[Couterpunch](#) , 5 mars 2010.